

ALORS QUE LES NOTABLES DU VILLAGE PENSAIENT AVOIR DESAMORCE LA SITUATION

Kaïs retient son souffle

De notre envoyé spécial,
Lyas Hallas

Un calme précaire régnait jeudi dans la localité de Kaïs, située à 22 km à l'ouest de Khenchela sur la RN88 menant vers Batna. Les appréhensions qui entouraient la cérémonie d'enterrement des deux jeunes, morts par balles, tirés par des gendarmes mardi et mercredi derniers, dans des circonstances dramatiques, se sont en effet estompées. Les autorités locales ont joué la carte des notables pour redresser la situation. La région compte trois tribus, à savoir Ouled Saïd, Ouled Lamamera et Ouled Quidja. La notoriété des chefs de famille est influente à Kaïs. Dans la journée de mercredi, des émeutiers avaient pris d'assaut le siège de la compagnie de la Gendarmerie nationale de Kaïs. Bilan : plusieurs blessés parmi les manifestants et les forces de l'ordre dans des affrontements d'une rare violence. La situation a connu d'autres échauffourées, jeudi après-midi et il fallait détourner le cortège funéraire de Kaïs pour éviter le pire. La journée d'hier (vendredi) a connu elle aussi son lot de heurts. Une autre escalade n'est pas à écarter.

Retour à Kaïs au lendemain du drame : un calme précaire
Il était 7h30. A quelques kilomètres de Kaïs, le taxi s'est arrêté et un homme, la quarantaine, accompagné d'un gosse portant un cartable en bandouillère montèrent dans la voiture. D'emblée, le père, sceptique quant au déroulement des études aux écoles du village, s'inquiète pour son fils et suscite l'intérêt du chauffeur qui déclarait n'être au courant de rien. Le passager raconte sa version des émeutes qui ont secoué cette localité, suite à la mort du jeune Fatah Ben El Eulmi dans la nuit de mardi à mercredi vers 23h, par une balle sortie du pistolet automatique d'un gendarme. Il affirme qu'une foule impressionnante a pris d'assaut le siège de la compagnie territoriale de la Gendarmerie nationale de Kaïs dès la matinée de mercredi passé. Une manifestation qui a provoqué la riposte énergique des uniformes verts et occasionné un autre mort, Sofiane Belhafi en l'occurrence, ce qui se trouve être l'ami intime de F. B., la première victime. En ce jeudi matin, Kaïs semble renouer avec la quiétude. Une quiétude pesante tant les appréhensions du pire étaient palpables chez les badauds. Hormis

quelques détritiques et ce qui reste d'un pneu brûlé à côté du portail du siège de la GN, tout a été balayé par les agents de l'ordre et les services de la commune. Le vent, qui souffle du côté du mont de Ain Mimoun, planqué au sud-est de ce village paisible, n'a pas empêché les gens de Kaïs de reprendre leurs activités habituelles. Certains photocopiaient la une d'un canard qui a fait son ouverture sur les événements de Kaïs. La localité est mal desservie par les diffuseurs de la presse nationale. Et certains titres ont très vite disparu des étalages des buralistes. L'odeur du genièvre (*el arar*) agresse les passants à l'entrée de chaque café.

A l'intérieur, tout le monde chuchote le même sujet : la mort des deux jeunes qui, d'après les habitants de Kaïs, étaient les «chouchous» du village. Ces derniers sont des descendants de Ouled Si Zerara, un tentacule de la tribu de Ouled Saïd. Côté Ben El Eulmi, Abdelaziz, un proche du défunt Fatah et P/APC de Kaïs sous la casquette du FLN, s'est déclaré occupé par le transfert du cadavre de Sofiane Belhafi au service de la médecine légale du CHU de Batna pour l'autopsie. Abdelhafid, le guide des Ben El Eulmi, a indiqué que l'essentiel pour lui n'est pas la cause de l'accident mais de discuter comment préserver Kaïs. Côté Belhafi, l'émotion était à son paroxysme. Les proches du défunt Sofiane qui ont affirmé que leur cousin est mort par des balles réelles, se sont indignés «des abus des gendarmes».

Son frère aîné a accusé le chef de brigade de Kaïs de corruption et même de violer des domiciles sans mandat de perquisition. «Il se prend pour un shérif !» se plaint-il. Un jeune proche de Sofiane affirme que «l'assassinat» de l'enfant des Ben El Eulmi relève de «la hogra» car, selon ses termes, «il n'y a pas de couvre-feu à Kaïs qui empêche les gens à circuler la nuit, nous n'avons jamais vécu une telle situation même lors des années du terrorisme».

Durant cette matinée, les notables se sont réunis sous l'égide des autorités locales et dénoncé la violence. Les chefs des familles Ben El Eulmi et Belhafi, de leur côté, ont tenu des réunions avec leurs proches en les exhortant à garantir le calme.

Les faits : deux versions aux antipodes

La version la plus répandue parmi les habitants de Kaïs est accablante. Selon cette dernière, les trois jeunes faisaient le tour du village à bord d'une Renault Mégane blanche, appartenant au patron du conducteur, un entrepreneur répondant aux initiales K. O. Ils auraient fait demi-tour à l'approche d'un véhicule de la GN en patrouille au village. Les gendarmes prennent en chasse le véhicule. Un gendarme use alors de son arme à feu et touche Fatah Ben El Eulmi qui occupait le siège arrière. Il décédera sur le coup. Le véhicule est alors intercepté et les gendarmes de bastonner les camarades avant de regagner leur unité, selon la même version. La voiture suspecte se dirigera alors vers l'hôpital. Selon le gardien de nuit de cette structure sanitaire, retrouvé à la salle d'attente de la compagnie de la GN, ces jeunes lui ont affirmé qu'il s'agissait d'un accident. Ils ont laissé F. B. aux urgences avant de s'en aller.

Le lendemain, les compagnons de F. B. ont été arrêtés par la GN et la nouvelle de sa mort a provoqué un rassemblement de jeunes en colère qui se transformera aussitôt en procession en direction de l'unité de gendarmerie. Tous les commerces ont fermé au risque d'être saccagés. La RN88, qui est l'avenue principale de Kaïs, a été barricadée par des troncs d'arbres et des pneus brûlés, jusqu'à 13h. Et si les éléments de la sûreté et avec l'appartenance du village ont pu préserver la mairie et d'autres immeubles publics, ils n'ont pas su dissuader la foule à s'en prendre au siège de la GN ni de parer à la destruction des plaques de signalisation et les lampadaires de l'éclairage public sur leur chemin. Certains accusent les gendarmes d'avoir riposté, en plus des bombes à gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc, en utilisant de la munition réelle. D'autres citoyens évoquent par contre la légitime défense du fait que «les émeutiers ont tenté de détruire leur caserne qui abritait également leurs familles». Bilan : la mort de S. B. et une dizaine de blessés dont son voisin Lotfi Nezzar, un gamin de 13 ans. Une balle en caoutchouc s'est logée dans la nuque. D'après des sources officielles, son état de santé s'améliore

après qu'il ait subi une intervention chirurgicale le jour-même dans une clinique privée à Khenchela. «Le nombre de blessés est plus important. La majorité d'entre eux ne se sont pas soignés à l'hôpital craignant de voir leurs noms cités au cours de l'enquête», a ajouté un témoin oculaire.

Néanmoins, la version des faits, selon un policier de Kaïs, est différente. Les gendarmes étaient en barrage à la sortie ouest de Kaïs sur la RN 88 menant vers Batna au moment où la Mégane qui se dirigeait vers le village avait dévié le point de contrôle et pris le chemin de la cité Jugurtha, un lotissement en phase d'expansion dépourvu d'éclairage public. Un 4x4 de la GN l'a poursuivie sans que ses occupants daignent se soumettre aux sommations d'usage. Le drame était dès lors inévitable après l'intervention des gendarmes. «C'est une bavure !» Il précisa par ailleurs, que deux unités de la police antiémeute, de Batna et Tébessa, avaient rejoint la police de Kaïs mercredi vers 13h ce qui a permis de maîtriser la situation. A 17h du même jour, la route a été ouverte après de violents affrontements avec les émeutiers. Les heurts se poursuivirent cependant jusqu'à 23h par des jets de projectiles incessants côté émeutiers et la riposte des brigades antiémeute qui ont utilisé notamment des bombes lacrymogènes. «Des bandits auraient profité de la situation pour braquer des citoyens à la périphérie du village en utilisant des armes blanches», ajoute notre interlocuteur. La police a procédé d'ailleurs aux arrestations de 4 braqueurs. Du côté de la GN, aucune information n'a filtré sur le sujet. L'état-major du cinquième commandement régional était à Kaïs. Devant l'immeuble en face de la compagnie de Kaïs, un locataire refuse de se prononcer. «J'étais absent. Regardez les murs, c'est tout ce que je peux dire», se contente-t-il de murmurer. Son frangin, un écolier du primaire, affirme pour sa part que tous les élèves ont été retenus jusqu'à 13h. Le voisin, lui aussi, a déclaré qu'il n'habite pas le coin. Deux trous de presque un centimètre de diamètre étaient visibles sur le mur de ce bâtiment à un mètre du sol. Un quinquagénaire, apparemment familiarisé avec les armes à feu, révèle que c'est l'effet de balles d'un calibre d'au

moins 7,62 mm, «un caoutchouc ne pénètre pas dans le mur au-delà de 20 mètres».

L'enterrement de toutes les appréhensions

Le calme relatif de la matinée a cédé la place dès le début de l'après-midi de jeudi, aux premières échauffourées. Des groupuscules, constitués pour la plupart de jeunes de 15 à 17 ans, provoquent le dispositif des brigades antiémeute dépêchées à Kaïs. La rumeur qui circulait faisait état qu'une manifestation de la population de Kaïs était prévue lors de l'enterrement de F. B. et S. B., les décapités mortelles des deux victimes étaient en effet en route vers Kaïs en provenance du CHU de Batna. La RN88 a été bloquée de nouveau. Les chemins de traverse de la cité de l'Emir-Abdelkader, le cœur du village de Kaïs, appelée communément la Dechra, se sont transformés en un labyrinthe de champs de bataille entre émeutiers et agents de l'ordre dans une escalade aussi imprévisible que dangereuse. Le gaz lacrymogène se fait sentir partout. Les autorités locales ont pu convaincre les familles des victimes de détourner le cortège funéraire directement vers Hanich Lazreg, à 15 km de Kaïs dans la plaine de Remilia, où se situe le cimetière familial. Vers 15h30, la situation semblait être maîtrisée. La route nationale est de nouveau débloquée et le village commence à se vider au fur à mesure. Les gens ont pris la direction du cimetière. Le wali, le P/APW, les députés de la wilaya et les autorités locales de Kaïs étaient tous présents. Ils ont axé les discussions sur les vertus de la sagesse en vantant la position des notables de la région. À l'arrivée des dépouilles, la mère et sœurs de Fatah Ben El Eulmi ont ému les présents en s'acharnant sur le cercueil du défunt. C'était le tuteur de la famille. Son père est mort il y a quelques années et son petit frère est diabétique... Retour au village. La vie peine à retrouver son cours normal et le calme qui y régnait semblait précaire à plus d'un titre. D'autres échauffourées entre manifestants et agents de l'ordre ont eu lieu d'ailleurs au courant de la journée d'hier (vendredi) à Kaïs qui retient toujours son souffle et où l'on croise encore les doigts.

L. H.

SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT A BRUXELLES

Le bien triste sommet d'adieu de Jacques Chirac

Pas question de pavoiser, ici, dans la capitale européenne à l'issue de ce sommet des 27 chefs d'Etat et de gouvernement. Même si les leaders de l'Union donnent l'impression d'avoir réussi le conclave, rares, pourtant, sont parmi les analystes et observateurs, à abonder dans ce sens.

Même en «nettoyant» la rencontre de tous les sujets — fort nombreux — qui fâchent et en optant pour le plus petit dénominateur commun, les 27 ont eu du mal à dégarer un sérieux compromis. Cette fois-ci, la Commission et les Etats

de la République française et tous les chefs de gouvernement des 26 autres pays restants n'ont pas osé aller à contre-courant de leurs intérêts nationaux respectifs. Au final, l'Union européenne a pu se mettre sous la dent un accord formel pour la diminution «des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici 2020», pour, est-il consigné dans le texte «accroître l'indépendance énergétique des 27». Pour autant, tarabustés par leurs opinions publiques nationales respectives, les «décideurs» de l'Europe ont cru devoir ajouter dans le rapport final que ces mesures seront «élaborées avec la pleine implication des Etats membres, en prenant soin de

Du siège du Conseil européen à Bruxelles, Azizou Mokhtari

procéder à une répartition juste et équitable». Pour ensuite en référer à un lexique technique et d'initiés très rébarbatif : «palette énergétique», «potentiel respectif». Concernant l'autre gros morceau du sommet, c'est-à-dire l'énergie nucléaire, là non plus, pas d'avancées spectaculaires. Si ce n'est la réaffirmation du principe de laisser «libres» les Etats membres de «décider», s'ils auront recours ou non à l'énergie nucléaire.

A ce niveau, des pays comme l'Autriche ou l'Irlande qui s'opposent, avec véhémence, à ce type d'énergies, ont été intraitables. Ils ont, de toute évidence, obtenu gain de cause au grand dam des puissances nucléaires européennes. Angela Merkel, qui voulait «une position d'avant-garde mondiale en matière de politique énergétique», ne versera, sans doute pas, dans un optimisme béat à l'issue de ces conciliabules bruxellois de mars 2007. Même si, et cela est vrai, la chancelière allemande a évité aux «27» de repartir de la capitale euro-belge plus divisés encore qu'ils n'étaient arrivés, avant-hier. Ce probable sommet d'adieu à ses pairs du président français Jacques Chirac ne laissera pas, ici, des souvenirs impérissables.

A. M.

A. M.

PARLEMENT EUROPEEN / SAHARA OCCIDENTAL

L'eurodéputé Willy Meyer accuse Zapatero de trahison

L'eurodéputé du groupe confédéral de la gauche unitaire européenne/gauche verte nordique du Parlement européen (PE) tire à boulets rouges sur le chef du gouvernement espagnol.

Willy Meyer, du groupe confédéral de la gauche unitaire, a déclaré que l'actuel chef de gouvernement espagnol a «trahi» la cause sahraouie. Pour cet europarlementaire, «l'appréciation positive du plan d'autonomie

marocaine» qu'en fait J. L. Zapatero est, en définitive, un «refus d'assurer la responsabilité de l'administration du processus de décolonisation».

Ce genre d'attitudes «irresponsables», ajoutera-t-il, «laisse très peu d'options au peuple sahraoui» et met en cause «le cessez-le-feu observé depuis 16 ans par les deux parties dans la région». Willy Meyer ne peut s'empêcher de relever que la déclaration de Zapatero «coïncide» avec

De notre bureau de Bruxelles, Azizou Mokhtari

l'annonce de la recevabilité (par la justice espagnole, ndr) de la plainte contre de hautes personnalités marocaines accusées de tortures, disparitions et de massacres collectifs contre les populations sahraouies. Rappelons que le prestigieux et redoutable juge J. Garçon a accepté d'instruire cette affaire.

PRESSE
«El Khabar» et «El Watan» inaugurent une nouvelle imprimerie

Algérie diffusion et impression de presse (ALDP), filiale commune aux quotidiens *El Khabar* et *El Watan*, a inauguré, jeudi, une nouvelle imprimerie. Installée au Gué-de Constantine, dans la banlieue est de la capitale, cette imprimerie a été achevée en l'espace de 10 mois. «Nous disposons de deux rotatives de marque MAN d'une capacité de 50 000 exemplaires heure chacune. D'un coût total de 750 millions de centimes, ce projet a été financé à 30% par ALDP et à 70% par la BNP Paribas», a indiqué Malek Bouzrar, un des responsables de ALDP, en marge de la cérémonie d'inauguration. Ali Djeri et Omar Belhouche, respectivement directeurs de publication d'*El Khabar* et d'*El Watan*, ont également annoncé l'acquisition, dans les prochains mois, de deux autres rotatives à Oran et Constantine.

T. H.